

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 6 juin 2016

Tous ensemble, on les fera reculer !

Gattaz, Valls et Hollande ont tout essayé en termes d'intox : les grévistes qui prennent « en otage » la population, le chantage sur « l'image de la France » avec l'arrivée de l'Euro ou l'appel à la fin des grèves en solidarité avec les victimes des inondations... Rien n'y fait. La majorité de la population continue à penser que la responsabilité de la situation incombe au gouvernement.

Le gouvernement met la pression

Le gouvernement cherche une porte de sortie, et met de plus en plus la pression. D'une main, il donne quelques gages : auprès des routiers, il s'engage à ce que la loi ne permette pas la baisse de rémunération de leurs heures supplémentaires ; il revient sur la diminution des budgets de la recherche ; aux enseignants, il promet une augmentation d'ici 2020 ; aux cheminots, il fait miroiter un accord d'entreprise à la hauteur du cadre actuel (sans remettre en cause l'essentiel des attaques)... Sans doute espère-t-il ainsi faire taire la contestation et ouvrir des tractations avec les syndicats. Pour que certaines directions syndicales s'en tiennent au retrait pur et simple du projet de loi Travail, il faut rester mobilisés.

Car sur l'essentiel, Hollande et Valls ne cèdent rien et continuent de fanfaronner en affirmant que « *le projet de loi ne sera pas retiré* ». Et tandis que le ministre millionnaire Macron veut « *élargir le champ de la négociation collective d'entreprise à d'autres domaines* », suggérant d'y ajouter la question des salaires, Hollande compte sur le durcissement du texte au Sénat pour faire passer sa version pour progressiste ! Ils nous prennent pour des bleus, à nous de leur faire ravalier leur arrogance.

Les attaques pleuvent, partout...

Ce projet de loi symbolise tout ce que subissent déjà de nombreux travailleurs et que la loi Travail consacrerait et permettrait d'étendre partout. Elle n'est qu'un volet d'un plan d'attaques du patronat et du gouvernement, qu'on voit décliné partout : dans les hôpitaux avec les fermetures de services et les suppressions de postes, à La Poste avec les réorganisations qui allongent le temps de travail, à la SNCF avec le « décret-socle » contre lequel les cheminots se battent, dans l'automobile avec les nouveaux « accords de compétitivité »...

... mais inverser le rapport de forces entre les travailleurs et le patronat : c'est possible maintenant

Dans le contexte de la mobilisation contre la loi Travail, d'autres conflits locaux ont éclaté, notamment dans le secteur privé. Il s'agit en fait de la même lutte, contre les différentes facettes de l'offensive patronale. Employés, ouvriers, postiers, cheminots, agents des hôpitaux, fonctionnaires territoriaux, d'État, chômeurs – les dernières semaines ont permis à des secteurs en lutte de se rencontrer, de prendre contact. Donc pas question de rester chacun de son côté, avec des journées d'action secteur par secteur. C'est sur cet émiettement que les patrons et le gouvernement misent pour venir à bout d'une contestation qui dure maintenant depuis trois mois.

Le rejet de la loi Travail doit permettre de faire converger toutes les luttes. Les minorités les plus déterminées ont tenu le choc : il s'agit donc de les rejoindre pour donner un nouvel élan à la mobilisation et l'étendre. Qu'une telle généralisation se fasse, et la victoire ne sera pas loin !

La prochaine grande échéance sera la manifestation nationale du 14 juin.

Dès cette semaine, joignons-nous aux manifestations prévues ce 9 juin là où elles auront lieu. Le monde du travail n'a jamais, au cours de ces dernières années, été aussi près de pouvoir renverser le rapport des forces avec le patronat.

Derrière le NCS 2 se cache la loi travail

À PSA, à Smart ou ailleurs, la direction n'a pas attendu la loi travail pour généraliser les chantages, accords compétitivité et autres « Nouveaux contrats sociaux » sous menace de licenciements. Chantages qui prévalent de fait déjà sur tout accord national ou de branche. La Loi Travail permettra de les renforcer en facilitant les licenciements sous le moindre prétexte et à moindres coûts.

Les raffineurs, les cheminots, ceux de la RATP des aéroports se battent contre les chantages, les licenciements et donc contre la loi travail.

Le 14 juin, soyons nombreux à la combattre dans la rue avec eux !

Nec plus ultra... de l'exploitation

Le NCS2 s'appelle désormais le NEC, pour Nouvel Élan pour la Croissance... Derrière le blabla, nous avons tous compris de quoi il s'agit : nous exploiter encore plus pour maximiser leurs profits. Après avoir sorti ses attaques en rafales, la direction fait mine de reculer : s'il n'est plus question pour le moment de venir travailler un samedi après-midi par mois, il reste la suppression de l'ACCAC, la remise en cause des majorations la nuit, et le compteur de modulation à +10 jours/-12 jours. Les H- seront cumulables sur 3 ans : 3 années sans payer la moindre heure supplémentaire. Et en fin d'année, si le compteur devait être excédentaire, la direction garde 5 H+ sans les payer.

De quoi donner un « nouvel élan »...aux luttes.

I want you for PSA Army

Des travailleurs payés par l'État et amenés en Jeep au boulot, le tout enrobé d'une discipline militaire : PSA en rêvait, Hollande l'a fait. Ça s'appelle le Service Militaire Volontaire et c'est actuellement à PSA Trémery. 9 jeunes viennent chaque jour bosser comme caristes, livrés par l'État-major de la caserne d'à côté.

PSA, licencieur en chef, se vante d'améliorer l'« employabilité » des jeunes. Quand on se moque du monde, autant pas le faire à moitié.

L'État, super héros des super bénéfiques

Visiblement l'État, après avoir volé au secours des finances de PSA, songerait à céder ses actifs. À qui ? La Famille Peugeot bien sûr ! Après avoir nationalisé les pertes sur nos impôts, quoi de plus naturel que de privatiser les gains ? C'est à ça que ça sert un État.

1,2 milliard de profits annoncés pour 2015. Pour nous, en revanche c'est suppressions de poste à gogo, gel des salaires et nouveau contrat social. On plaint les prochains bénéficiaires de l'aide étatique.

Out of the race

Un jour footballeur, l'autre syndicaliste et maintenant pilote de course. Tavares, suite à un tête-à-queue sur circuit automobile n'a rien trouvé de plus à propos que de comparer l'industrie automobile (nos emplois donc !) à son passe-temps favori. A la différence qu'au volant de ses bolides il est seul à partir dans le décor. En ce qui concerne PSA, nulle envie de l'accompagner et surtout de le précéder.

Tous aux abris, revoilà les preneurs d'otages !

Des fous de Dieu armés de kalachnikov ? Pas du tout : les « terroristes », selon Pierre Gattaz, ce sont la CGT et les grévistes en lutte contre la loi Travail. Le gouvernement, lui, parle de « prise d'otage », tandis que le Figaro et autres médias évoquent la « radicalisation » des grévistes comme ils parleraient de poseurs de bombes.

Ils oublient que ceux qui ont allumé l'incendie social ce sont Les Gattaz, Valls et Cie avec la très impopulaire loi Travail. Qu'ils ne viennent pas pleurer si, par la grève, nous prenons en otage leurs profits.

Le savoir-faire d'Erdogan

La semaine dernière, le président turc Erdogan s'est dit « préoccupé » par la répression en France qui ne respecte pas notre « droit de manifester » ! Seulement voilà : les manifestants contre la loi Travail se disent préoccupé par la répression en Turquie. Depuis les manifestations d'Istanbul en 2013, Erdogan envoie ses flics réprimer les manifestants, bafoue les droits des femmes, emprisonne les journalistes, fait intervenir sa police contre les grévistes et, depuis un an, a repris une guerre sanglante contre les populations kurdes de Turquie..

Lors de la révolte de 2011 en Tunisie l'État français proposait au dictateur Ben Ali de lui apporter le « savoir-faire » de la police française. Aujourd'hui c'est le dictateur turc qui veut conseiller Hollande. Entre amis au pouvoir, c'est la surenchère.

Un océan d'inhumanité et d'hypocrisie

Anne Hidalgo, la maire de Paris, a annoncé la création d'un camp pour les réfugiés dans la capitale. C'est moins que le minimum. On ne pourrait pas les loger correctement ? Il n'y a pas d'appartements vides à Paris ? Ce petit geste au rabais n'occulte en rien la politique du gouvernement PS qui finance la police européenne aux frontières tandis que les navires bondés de migrants fuyant la guerre et la misère continuent de faire naufrage en Méditerranée.